

DECLARATION

**DE MONSIEUR LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE
L'ECONOMIE VERTE ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE A LA**

6^{ÈME} ASSEMBLEE GENERALE

DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL (FEM)

27 JUIIN, 14H30-17H30, OU

28 JUIIN DE 09H-12H30

VIETNAM, DA NANG

Juin 2018

Excellence Monsieur le Premier Ministre de la République du Vietnam,

**Mesdames et Messieurs les Ministres et chefs de délégation,
Madame la Présidente du Fonds pour l'Environnement Mondial,
Distingués délégués,**

C'est avec un réel plaisir que je prends la parole au nom du Burkina Faso. Je voudrais à l'entame de mon propos transmettre les chaleureuses salutations de **SEM Roch Marc Christian KABORÉ, Président du Faso**, au Gouvernement et au vaillant peuple de Vietnam, et par la même occasion exprimer la reconnaissance de ma délégation pour l'accueil chaleureux dont elle a bénéficié depuis son arrivée dans cette belle ville de Da Nang.

Mes hommages vont à Madame **Naoko Ishii**, Présidente et Directrice Générale du Fonds pour l'Environnement Mondial et à son équipe pour le dévouement et les sacrifices consentis pour la tenue de la présente 6^{ème} assemblée du FEM.

Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs,

La présente assemblée consacrée à la 7^{ème} reconstitution de la caisse du FEM se tient au lendemain du 25^{ème} anniversaire de notre institution que nous avons célébré avec fierté l'année dernière.

En effet les acquis remportés au cours de ce quart de siècle sont énormes. Les fonds mobilisés sont très appréciables au regard des

six reconstitutions successives de la caisse du FEM qui ont permis de s'attaquer aux défis environnementaux majeurs.

Mon pays, le Burkina Faso, à l'instar des autres pays du monde, a bénéficié de ces appuis du FEM à hauteur de 71 millions de dollars, qui ont permis le financement de 28 projets nationaux.

Mon pays a également bénéficié des contributions de 41 projets régionaux ou internationaux pour un budget total d'environ 321,5 millions de dollars.

Les co-financements mobilisés grâce à l'ensemble de ces projets s'élèvent à plus de 2 milliards de dollars (2 236 775 902 \$US).

Ces appuis significatifs ont permis entre autres au Burkina Faso d'intervenir dans l'aménagement et la gestion d'une dizaine d'aires protégées, de mettre à la disposition des acteurs des outils éprouvés pour la gestion durable des terres, de renforcer la résilience des communautés et des écosystèmes, et d'élaborer de nombreux outils de planification.

Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs,

Malgré les nombreux acquis, force est de constater que nos efforts collectifs et individuels n'ont pas réussi à juguler le spectre effroyable de la dégradation de l'environnement sous toutes ses composantes.

Le Burkina Faso enregistre un nombre croissant d'espèces menacées dont 350 espèces de plantes, 12 espèces de mammifères sauvages, 19 espèces d'oiseaux, 24 espèces de reptiles et 48 espèces de poisson.

Les changements climatiques s'accroissent avec une particularité inquiétante dans les pays du Sahel comme le nôtre, à travers des inondations à répétition, l'irrégularité croissante des pluies, et un nombre croissant de poches de sécheresse.

Ces facteurs climatiques associés à ceux liés à l'action de l'homme ont entraîné dans mon pays une dégradation de 9 234 500 ha des terres (soit 34 %), avec une évolution additionnelle de dégradation qui est passée de 360 000 ha/an entre 1992 et 2000 à 469 000 ha/an pour la période 2002-2013.

Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs,

Le Burkina Faso se réjouit du niveau de mobilisation des fonds qui est allé croissant depuis la première reconstitution de la caisse du FEM.

Nous saluons également l'amélioration constante du système d'allocation des ressources qui a évolué de nos jours au Système Transparent d'Allocation des Ressources.

Mon pays tient à attirer tout de même l'attention du FEM sur le cas particulier des pays de la zone sub-saharienne où les problèmes environnementaux connaîtront une aggravation avec le

phénomène du terrorisme qui y sévit, et qui oblige nos Etats à consacrer davantage de ressources pour y faire face, au détriment du secteur de l'environnement.

Aussi, faudra-t-il que le FEM envisage les possibilités d'accorder davantage de facilités et de moyens aux pays de la zone sahélienne pour faciliter la mise en œuvre de l'Initiative sur les **3 « S » (Soutenabilité, Sécurité, Stabilité)** portée par le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification (CNULCD) et soutenu par l'« **Appel à l'action de Ouagadougou pour la création d'emplois verts liés à la terre** ».

Je fonde l'espoir que cette 6^{ème} Assemblée générale insufflera par conséquent une nouvelle dynamique dans la mobilisation de ressources financières auprès des pays donateurs pour la sauvegarde de notre bien commun : l'environnement.

Je vous remercie.